

pourrait s'appliquer à toute sorte de problèmes, et les observations du ministre ne m'ont nullement éclairé ni dissipé mes doutes.

Aujourd'hui, il faut économiser les deniers publics. C'est le peuple qui paie et il me semble que le grand problème du jour, c'est de trouver l'argent pour payer les impôts, et non pas d'augmenter ces impôts par des dépenses stériles consacrées à une question académique se rattachant à la solution de certains problèmes. Si l'on veut résoudre les problèmes qui se dressent devant le pays, il faudra des crédits d'un chiffre bien plus élevé que celui que le ministre a soumis au comité.

A mon avis, les plus graves problèmes que le pays doit résoudre maintenant, sont celui des servantes, la question bilingue et celle de la conscription. Pourquoi jouer ainsi avec les deniers publics à une époque où les prix sont si élevés, en inaugurant des études et des recherches sur des sujets exclusivement académiques et nébuleux, sous le titre de problèmes spéciaux? Badinage à part, le problème le plus pressant qu'il incombe au pays de résoudre, aujourd'hui, et auquel on doit avec raison consacrer notre argent, c'est la guerre. Le ministre pourrait parfaitement mettre au rancart cette chose nébuleuse et mystérieuse qu'il appelle "problèmes spéciaux".

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Je suis certain que mon honorable ami (M. Knowles) ne s'est pas rendu justice à lui-même, en formulant ici ce qu'il juge une légitime critique d'un crédit consacré à pareil objet. Je laisse au comité le soin de décider s'il croit que l'honorable député a atteint son but. Personne ne s'attend à ce que cet argent soit puisé à une source autre que celle à laquelle on demande d'ordinaire l'argent dont on a besoin. Il faut se le procurer par les différents modes en vogue pour la perception et l'affectation de ces deniers. Si mon honorable ami veut lire un peu—je suis certain qu'il lit beaucoup—et réfléchir un instant—et sans le spectacle qu'il vient de donner, j'aurais supposé qu'il avait l'habitude de la réflexion—il constatera qu'il n'y a pas de nation progressiste, aujourd'hui, qui n'ait pas consacré toute son énergie à la solution de ces mêmes problèmes.

Comme la plupart des autres pays, les Etats-Unis compris, la Grande-Bretagne a constaté, dès le début de cette guerre, alors que les communications ont été rompues, ce qu'elle avait perdu au cours des dix ou douze années précédentes, en négligeant de résoudre

[M. Knowles.]

des problèmes d'une nature semblable à celui-ci et en ne leur donnant pas une forme concrète. Elle a constaté qu'elle était réellement impuissante, à l'égard de quelques-uns des besoins les plus vitaux du pays. L'Angleterre s'est réveillée de sa torpeur et elle a compris avec un empressement merveilleux, la nécessité où elle se trouvait de veiller à ce que pareil état de choses ne se renouvelât pas. Ce bureau de recherches industrielles et scientifiques repose sur le système qui a présidé à l'institution du bureau consultatif de la Grande-Bretagne. Cette institution se compose, aujourd'hui, d'hommes du plus grand talent et elle compte des bureaux consultatifs dans toutes les sphères scientifiques, industrielles et commerciales que l'Angleterre peut offrir. Le gouvernement britannique a affecté un crédit de £1,000,000 à ce conseil, et que celui-ci peut consacrer à des objets tendant à cette même fin. Il serait inutile de prendre le temps du comité pour répondre à cette tentative de critique que mon honorable ami a tenté de faire. Cela ne serait rendre justice ni à mon honorable ami ni au comité. Il ne s'est pas rendu justice à lui-même, en faisant cette critique, sans trouver un seul mot pour discuter autrement cette question, et je suis persuadé qu'il se rangera à mon avis sur ce point. Je n'entends pas le mettre par trop mal à l'aise, et voilà pourquoi je n'en dirai pas davantage.

M. CARROLL: Si je ne me trompe, ces fondations de bourses d'étudiants et de cours d'agrégés ont pour objet d'encourager l'investigation de certains problèmes, mais je n'ai pas saisi l'explication au sujet de l'emploi de ces \$25,000.

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Il y a d'abord l'attribution de bourses aux étudiants et de subventions aux agrégés, et il y a ensuite l'investigation de certaines questions spéciales.

M. CARROLL: Je m'explique ce qu'on veut faire à l'égard des étudiants et des agrégés.

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Il s'agit en somme de procédés grâce auxquels les étudiants comme tels sont constamment activés dans leurs recherches. Si, au cours de leurs recherches, ils font des découvertes scientifiques, le pays en profitera, tout comme les étudiants qui se perfectionnent ainsi et deviennent des observateurs experts. Au cours de ces investigations conduites par des universitaires de première ou de deuxième année, il pourra leur arriver de trouver la solution de cer-